



TRAVAIL EN COURS...

COMPTE-RENDU DE LA SEMAINE DE TRAVAIL SUR

LE SYNDICAT DE LA MONTAGNE LIMOUSINE

Du 21 au 25 janvier dernier, plus de 20 personnes, habitantes du Plateau de Millevaches, se sont réunies pour réfléchir à la création de ce qu'elles ont convenu d'appeler le « Syndicat de la Montagne limousine ».

Un travail encore en devenir et qui est loin d'être abouti. Ne serait-ce que parce que ce syndicat n'est pas imaginé comme quelque chose de figé et de définitif, mais plutôt comme un outil en mouvement permanent.

Le compte-rendu proposé ici constitue la première étape de ce mouvement.

ALORS, CE SYNDICAT, IL EXISTE ?

OUI si l'on pense qu'il ne fait que refléter l'ensemble des initiatives qui existent déjà sur le territoire et qui aspirent à mieux travailler ensemble,

OUI si l'on estime que la dynamique de réflexion lancée autour de cet objet est déjà une façon de l'incarner et de le faire exister,

OUI si l'on pense que les groupes de travail qui avancent déjà sur certains sujets constituent les premiers pas de cette démarche de coopération.

NON si l'on attendait une structure juridique spécifique, un lieu et des bureaux, une organisation formelle déjà établie,

NON si l'on voulait le voir s'afficher en tant que tel dès maintenant, signer des textes ou publier des avis.



Ce que pourrait faire le Syndicat ? En répondant à cette question, nous avons peu à peu cerner ses contours. De l'ensemble des exemples très concrets ou des objectifs très larges qui ont été évoqués, nous avons abouti à la représentation ci-dessous. Là encore, rien de figé et de définitif. On cadre surtout les objets et les moyens sans rien s'interdire de nouveau et sans chercher à ce que tout ce que pourrait faire le Syndicat soit déjà décidé ou prévu d'avance.

TRAVAIL EN COURS...

- 7€ rase gratis
(Jovial coiffure)

SYNDICAT DE LA MONTAGNE LIMOUSINE

DES OBJETS

COORDINATION

- Relier les initiatives
- Communiquer sur des projets communs
- Impulser ou appuyer des initiatives communes

STRATÉGIES POSITIONS

- Définir les enjeux
- Élaborer des lignes stratégiques
- Construire et diffuser des positions communes

MOBILISATIONS CAMPAGNES

- Intervenir dans les luttes
- Multiplier les formes d'agir
- « Commission réaction »
- Défense du territoire et de ses habitants

ANALYSES OUTILS

- Mener des enquêtes suivi d'expérimentation
- Fabriquer des outils
- Diffuser des expériences (formation)

COUTUMES

- Fêtes
 - Chantiers, Tekio*
 - Semaine du syndicat
 - Jumelages
- * Au Mexique, chantiers tournants entre plusieurs structures

VASTE MONDE

- Alliances, solidarités avec d'autres territoires
- Voyages
- Inviter, accueillir
- Souci du monde

DES MOYENS

COMMUNIQUER

- Journal gratuit
- Portail internet
- Réseaux sociaux

MATÉRIEL

- Parc de matériel
- Annuaire des ressources
- Savoirs techniques

FINANCES

- Mobiliser des financements
- Répartition des ressources
- Mutualiser des trésoreries

Quelques idées en vrac à partir desquelles a été construit le tableau ci-dessus :

C9 Être un canal de diffusion
↳ pour être lié à d'autres
↳ pour s'informer
↳ pour ramener de l'usage

C3 le syndicat porte une parole politique
↳ Communiqués
↳ Tribunes
↳ Appel à manifestation...

E5 Un lieu / espace dans lequel on peut trouver de l'aide (ex: permanence juridique) mais aussi un espace dans lequel on peut le former. (ex: formations / ateliers / conférences / transmission de savoirs...) *Écoute à la Touche... le lieu d'échanges avec structures*

A3 Il fédère + met en lien, impulse des choses à partir de l'existant.
d'où = il enquête, écoute, co-construit des positions...

A8 Mutualiser des compétences à l'échelle de la montagne limousine

A4 PERMETTRE ET COORDONNER DES ECHANGES ET CIRCULATIONS ENTRE DES STRUCTURES EXISTANTES

E1 Instituer la puissance commune
↳ Relier les initiatives pour accroître leur signification et leur efficacité
↳ Créer des initiatives ou soutenir leur échelle d'action à côté de l'état

XA Il gère une forme non-caritative de banque alimentaire à destination des événements collectifs mais aussi des particuliers avec des besoins - Sans condition -

F1 ORGANISER L'APPARITION DE COUTUMES ; FÊTES, TEKIO, CIRCULATIONS ...

G2 Il voyage!
Il reçoit.
Il ne néglige pas le monde que le laisse pas à d'autres

E7 Repérer et diffuser des expériences, trucs et astuces...
ex: bien vacaner, coopteur liberty de d. de mauch, vidéos individuelles aux ant. municipaux...

E4 MENER DES ENQUÊTES POUR AFFINER LA COMPRÉHENSION DU TERRITOIRE + DIFFUSION

C6 Multiplier les modes d'agir pour surprendre, avoir de l'impact, mixer juste, tenir de la durée, résister, devenir nombreux qd nécessaire.
En somme, être souple et résilient...

D2 Le syndicat est une tête de pont pour mobiliser des financements pour les actions du territoire (= de ses membres)

Et ce que le Syndicat ne fera pas ?

- La morale.
- Il n'a pas un local central (= il doit être partout).
- Il n'achète pas des terres forestières pour les entretenir.
- Il n'est pas principalement un lieu d'actions concrètes.
- Il ne fait pas à la place de (principe de subsidiarité).
- Il ne conduit pas des actions là où des structures existantes et amies le font déjà.
- Il n'a pas vocation à être au dessus de l'ensemble.
- Il n'est pas un service client pour des usagers ou des bénéficiaires.
- Il n'utilise pas les moyens qu'il critique.
- Il ne vend pas la peau de l'ours avant de l'avoir tué...
- Il n'institue pas une bureaucratie rigide qui étouffe tout hétérogénéité → 1 seul modèle ne doit pas prévaloir.



Écrire ce pourquoi le Syndicat existe ? On n'est pas arrivé à un texte abouti qui, au demeurant, semble encore un peu prématuré.

1 On est globalement d'accord avec la plateforme de la Montagne limousine de 2014



Propositions pour une plateforme commune de la Montagne limousine

par des habitants et des élus des communes de Bagat, Eymouettes, Face-à-Montagne, Felletin, Gerdon, La Naudrie, La Villehelle, Nante, Puyverdun, Puygiron, Riomport, Riomport-de-Naudrie, Saint-Martin-Château, Saint-Sébastien et Tarnac, que l'approche des élections municipales 2014 a incité à cette prise de parole commune.

Il existe deux définitions de tout ce qui vit à la montagne. Les communes rurales de la Montagne limousine partagent une certaine commune. D'une part, elles forment un territoire singulier, de l'autre elles représentent pour le législateur une commune. C'est pourquoi nous nous sommes réunies en 2012 habitants et élus pour définir une plateforme commune. C'est pourquoi nous nous sommes réunies en 2012 habitants et élus pour définir une plateforme commune. C'est pourquoi nous nous sommes réunies en 2012 habitants et élus pour définir une plateforme commune.

Pour conclure :
- La commune rurale de la Montagne limousine est à être réinventée et à être réinventée.
- La commune rurale de la Montagne limousine est à être réinventée et à être réinventée.
- La commune rurale de la Montagne limousine est à être réinventée et à être réinventée.

Des habitants de toute la Montagne se sont donc réunis ces derniers mois, autour de ce qui est le démantèlement en cours de la commune administrative de signal en lieu et place de la commune comme espace de médiation de la participation publique et de l'auto-organisation entre les gens, comme échelle de la construction d'une médiation partagée. Au-delà de la commune, des solidarités intercommunales existent et peuvent exister sous d'autres formes que les intercommunalités que nous connaissons. Dans le cours de leurs discussions, les élus ont pu constater qu'il n'est pas possible de poser un certain nombre de questions qui se posent depuis longtemps sur le territoire, et que cela conduit sur des propositions qui méritent d'être faites au plus tôt.



2 On part d'une première proposition

1. La forêt, l'eau, l'énergie sont des ressources communes et les éléments incontournables d'un bien vivre ici, pas des capitaux destinés à l'export.

Pour des commissions locales sur l'eau et la forêt qui définissent à l'échelle de chaque commune l'intérêt commun en matière de massif forestier, de gestion de la ressource, de préservation des espaces sensibles, des équilibres micro-écologiques et des sols.

2. Débloquent l'accès aux moyens de production et au foncier bâti et non-bâti.

Obtenir plus de capacité locative à prix abordable et libérer les terres et les bâtis laissés vacants depuis trop longtemps. Défendre les usagers et les producteurs face aux contradictions inhérentes à la propriété privée et son régime d'abus.

3. Construire et défendre des infrastructures locales autonomes aux mains des habitants et pas des multinationales. Pour un service public local intégral.

- Appuyer toute démarche pour repenser localement la question des infrastructures de communication, des transports en commun, de la distribution des denrées, de l'eau potable, de la production et de la distribution de l'énergie, de l'accès au soin sous toutes ses formes, à l'instruction, à la transmission de la mémoire collective, et à la formation tout au long de la vie...

- Défendre ce qu'il reste de services publics d'État en ces matières en lien avec les travailleurs du rail, des postes, de l'électricité, de l'éducation ainsi que ceux des autres entités territoriales...

4. Ne plus être seuls face aux ordonnances de l'État, à la pression économique et aux violences systémiques.

- Mettre en place une veille sociale sur la Montagne qui permette de réagir comme force collective aux manifestations de la raison d'État, aux abus de pouvoir administratifs, au détournement de l'intérêt public, au clientélisme, aux discriminations...

- Réunir les conditions techniques et politiques pour une libre organisation des producteurs selon leurs propres désirs et les besoins locaux et non selon les « impératifs du marché » ou la normalisation galopante.

5. Il n'y aura pas d'expulsion sur la Montagne Limousine. Droit d'Asile Local Inconditionnel.

- Que toute personne, quelque soit son origine ou sa situation légale puisse trouver asile ici si elle en exprime le désir, et que nul ne soit forcé par qui que ce soit de quitter la Montagne en raison seulement de son origine, de sa couleur, de son genre, de sa religion ou de son statut légal.

6. Construire de manière transversale, et depuis en bas, les moyens d'un pouvoir populaire ancré sur nos territoires de vie, en lien et en solidarité avec toute dynamique similaire dans la région, en France et dans le monde.

7. Se doter des moyens financiers, matériels et des ressources intellectuelles et sensibles, sans lesquels un tel pouvoir ne saurait exister, perdurer, se renouveler, se mettre en question.

Nous ne serons pas les damnés d'un monde qui n'en finit plus de s'effondrer. Les gouvernements se succèdent, et tout se resserre encore, chaque pan de la vie apparaît de moins en moins praticable. Il nous semble qu'il est temps de porter les espoirs ailleurs. Il y a déjà dans la résistance à l'expulsion d'amis exilés, dans certains liens entre voisins, ou dans la mise en commun de réflexions ou de moyens matériels, une texture qui dessine d'autres horizons que la gestion marchande de toute chose, ou une simple "fin du monde". Peut être il y a-t-il là des possibles formes de vie; désirables; où nous compterions les uns sur les autres et où prendrait forme un avenir commun pour et avec ce territoire. Cela ne se fera certainement pas sans heurts, mais l'enjeu est de taille puisqu'il s'agit de redonner un sens juste, dans l'époque, à ce que peut vouloir dire "bien vivre" et de tenir ce que cela implique.

3 D'autres proposent une autre formulation

4 On en arrive à une autre formulation qui reste inaboutie et qui sera à reprendre (peut-être complètement !)

• S'organiser à partir d'une nouvelle compréhension du territoire

La forêt, l'eau, l'énergie sont des ressources communes et les éléments incontournables d'un bien vivre ici, pas des objets de spéculation. Nous formerons des commissions locales sur l'eau et la forêt qui définissent à l'échelle de chaque commune l'intérêt commun en matière de massif forestier, de gestion de la ressource, de préservation des espaces sensibles, des équilibres micro-écologiques et des sols.

• Débloquent et faciliter l'accès aux moyens de production et au foncier bâti et non bâti.

Obtenir plus de capacité locative à prix abordable et libérer les terres et bâtis laissés vacants trop longtemps. Défendre les usager-es et producteurs et productrices face aux contradictions et abus de la propriété privée et aller vers des usages communs.

• Pour l'accès à des conditions de vie dignes et justes.

Nous appuierons toutes démarches des habitants et habitantes visant à améliorer ou préserver la proximité et la qualité des services et biens communs. Nous soutenons et défendons l'accès inconditionnel aux soins, aux moyens de communication, à l'éducation, à l'eau et à l'énergie, aux denrées alimentaires et à des formes de solidarité matérielles ou symboliques. Par ailleurs, nous défendons ce qu'il reste de services publics d'état, en lien avec les travailleurs et les travailleuses; du rail, des postes, de l'électricité, de l'éducation ainsi que ceux des autres entités territoriales.

• Ne plus être seuls face aux violences du système économique et de l'État.

Nous mettrons en place une veille sociale et juridique sur la Montagne pour permettre de réagir comme force collective aux décisions d'état, aux abus de pouvoirs administratifs, aux détournements de l'intérêt public, au clientélisme et aux discriminations. Nous nous efforcerons de réunir les conditions techniques et politiques pour qu'émerge par exemple une libre organisation de producteurs, selon leurs propres désirs et les besoins locaux et non selon les « impératifs du marché » ou la normalisation galopante.

• Plateau terre d'asile.

Il n'y aura pas d'expulsions sur la montagne limousine ! Nous nous donnerons les moyens d'une réelle hospitalité et nous accueillerons toute personne, quelque soit son origine ou sa situation légale si elle en exprime le désir. Nous ferons en sorte que nul ne soit forcé de quitter la Montagne en raison seulement de son origine, sa couleur, son genre, sa religion ou son statut légal.

• Pouvoirs populaires.

Reprendre en mains nos vies ensemble et permettre que les coutumes, usages et solidarités exprimées perdurent coûte que coûte. Nous nous doterons des moyens matériels et des ressources intellectuelles et sensibles, sans lesquels un tel pouvoir ne saurait exister, perdurer, se renouveler et se remettre en question. Et nous tisserons les liens pour que des échanges et coopérations aient lieu, avec des territoire qui à travers le monde s'organisent face aux mêmes problématiques.

QUELQUES RETOURS DES GROUPES DE TRAVAIL DU « SYNDICAT »

GROUPE JURIDIQUE

Nous étions 6, mais une ou deux personnes nous ont déjà fait part de leur intérêt pour nous rejoindre par la suite.

Différents besoins ont été identifiés, notamment au travers de sollicitations qui nous ont été faites informellement aux unes et aux autres :

- comprendre et obtenir ses droits (aides sociales par exemple), se défendre,
- soutien administratif et juridique aux migrants,
- soutien dans le cadre de conflits avec des services de l'État,
- soutien aux luttes en cours sur différents sujets,
- anti répression,
- soutien administratif à des agriculteurs en difficulté,
- soutien juridique dans le cadre de conflits avec des employeurs,
- soutien dans le cas d'arnaques commerciales,
- soutien aux victimes d'abus (de différentes natures).

L'enjeu de ce groupe serait de proposer des temps de permanences administratives / juridiques ouvertes à toutes et tous, de mettre en commun nos ressources, expériences et compétences, s'assurer d'avoir connaissance de ce qui s'est fait et pourrait servir à d'autres dans des cas similaires, mettre en lien avec des professionnels (juristes / avocats) quand c'est nécessaire.

Il nous semble nécessaire de bien se renseigner sur ce qu'il existe déjà en terme de soutien spécifique afin de pouvoir orienter vers l'existant et / ou venir en complément.

Dans un premier temps nous envisageons **deux permanences par mois**, où deux d'entre nous (à minima) seraient présents pour accueillir les personnes, comprendre leur situation et voir ce qu'il est possible de faire pour les aider. Nous avons plutôt imaginé des rencontres individuelles pour l'instant mais la piste de temps collectifs pour analyser ensemble les besoins et tenter d'y répondre nous intéresse aussi (cf. retour du voyage en Catalogne où les problématiques de logement sont traitées en assemblées).

L'idée serait d'être en alternance une fois par mois dans des mairies ou lieux

publics neutres sur les communes du Plateau qui le souhaitent, et l'autre permanence mensuelle dans un lieu fixe (la Renouée a été sollicitée, Le Constance Social Club pourrait aussi être un lieu adapté par la suite).

Les permanences auront lieu les 1^{er} et 3^e vendredi du mois de 10h à 16h. Une fois par mois le midi de la permanence sera consacré à une réunion du groupe.

Un premier jet de courrier aux communes va être fait qui pourra se décliner en tracts / affiches / annonces radiophoniques pour informer largement de cette proposition.

Nous sommes attentifs à la nécessité (et lucides concernant la difficulté) de porter une attention à ce que ces permanences soient le plus ouvertes possible à tous les habitants et pas seulement ceux de nos réseaux habituels.

Pour l'instant ces permanences seront uniquement bénévoles mais il n'est pas exclu que nous cherchions des moyens de rémunérer une partie du temps passé par ceux qui en auraient besoin pour pouvoir passer plus de temps à donner de leurs compétences dans le domaine ainsi que les quelques frais type ligne téléphonique par exemple. Ont été évoquées des aides publiques liées à la disparition (et numérisation) des services publics, des fonds privés, des subventions par l'entrée « écrivain public », des participations éventuelles de structures associatives locales financées dans le cadre des EVS Espaces de Vie Sociale – CAF)... autres idées bienvenues !

Ce groupe pourrait aussi creuser des sujets qui font vraiment problème au-delà des demandes d'aide individuelles (par exemple l'accès à la prime d'activité via la CAF qui semble être souvent très compliqué alors que c'est un droit) et faire remonter / rendre public les dysfonctionnements et abus. Nous sommes aussi preneurs de contacts d'avocats / juristes compétents (généralistes ou spécialisés) et de tout autres contacts utiles. Le groupe est ouvert à d'autres personnes qui auraient la capacité et l'envie de donner des coups de main.

Contact : 06 84 14 64 89

GROUPE EAU

Réuni le mercredi 23 janvier, le groupe continue à accueillir de nouvelles personnes. Aucune décision n'a été prise à part continuer à s'informer.

La comcom Creuse Grand Sud propose aux communes membres de délibérer pour le report du transfert de la compétence Eau à 2026. Dans les autres comcom : le groupe doit s'informer. La commune de Nedde prévoit la suppression de 12 captages d'eau sur 14, ce qui semble une erreur.

Vincent Magnet («spécialiste» de l'environnement) et Thomas Flour (employé communal chargé de l'eau à Faux-la-Montagne) nous présentent le système institutionnel français sur l'eau en général et sur «l'eau-réseau» en particulier. Des entités publiques utiles comme celles du Département, qui venaient en conseil technique et aide matérielle aux communes, sont en train d'être supprimées. Ces services seraient bientôt fournis par des bureaux d'études privés (ex. : prêt de «préleveurs automatiques» pratiques pour répondre aux exigences de l'ARS).

Besoin de se former une culture de l'eau, de «renforcer la communauté de l'eau». Besoin de se forger des arguments collectifs face à des réponses comme «la compétence est transférée à la comcom, et alors ?» (réponses que nous avons eues).

Le groupe va inviter des personnes compétentes sur certains aspects de la gestion de l'eau, pour de prochaines réunions et prendre des infos sur les transferts de la compétence dans la comcom VMM. Dans les comcoms Portes de Vassivière et Creuse Sud Ouest : a priori, report à 2026.

Contact : 07 70 18 20 32

PROSPECTIVE ET RÉSILIENCE

SE PRÉPARER COLLECTIVEMENT AUX CHANGEMENTS EN COURS.

Le récit dominant de nos sociétés sur la linéarité de l'histoire : croissance, progrès, développement... n'est pas tenable, ni même souhaitable. C'est autour de ce constat et des fissures déjà nombreuses de notre environnement naturel et social, ainsi que des thèses d'un effondrement systémique proposé par cette nouvelle discipline nommée *collapsologie*, que nous nous sommes réunis pour échanger.

Pendant deux heures nous avons échangé sur la vision et le ressenti de chacun, puis nous avons (trop) rapidement divisé le sujet en 5 grandes thématiques et y avons réfléchi à tour de rôle par petit groupe.

L'idée de cet atelier était avant tout de partager et de relier ceux qui avaient traversé ou étaient en train de traverser cette prise de conscience. Les pistes futures de ce groupe sont multiples et à toutes les échelles (personnelle, collective, communale, syndical de la montagne) : réfléchir sur des actions vers une plus grande autonomie, définir des formes de résistances, réfléchir sur la diffusion de cette « nouvelle » lucidité et son accompagnement, débattre de la forme comme du fond de l'idée d'effondrement et des récits de suites possibles, échanger autour de nos angoisses mais aussi de nos envies d'expérimentations sur ce qui nous apparaît non pas urgent mais essentiel. En ce sens l'idée de syndicat comme possibilité d'une meilleure organisation solidaire de la vie sur le territoire paraît non comme souhaitable mais essentielle.

Contact : pierre.hoezelle@gmail.com

GROUPE BIENS VACANTS

SOMMAIRE

Un petit groupe de huit personnes s'est réuni le jeudi 24 janvier pour réfléchir à la rédaction d'une brochure pédagogique et pratique destinée à présenter les différents moyens d'action qui existent pour ne pas laisser des logements vacants, des maisons vides ou des terres en friche sur notre territoire. Comment faire pour les récupérer ? Les rendre à un usage ? Les mettre à disposition de collectivités, de structures ou de particuliers ?

Nous avons élaboré le sommaire de la brochure (vous le trouverez ci-contre). Si vous êtes intéressés pour participer à sa rédaction, que vous connaissiez déjà le sujet ou non, si vous êtes prêts à effectuer des recherches complémentaires, aller interviewer des personnes qui puissent témoigner de ce qu'elles ont déjà fait en la matière, ou encore si vous voulez réaliser des photos qui pourraient illustrer la brochure, prenez contact avec le groupe. Merci de faire part de votre éventuel intérêt rapidement (ou faire passer l'info auprès de personnes qui pourraient être intéressées).

L'objectif serait de terminer cette brochure pour l'été et de la présenter au moment d'un évènement à imaginer autour de cette thématique.

Contact : 05 55 64 58 29

Introduction : De quoi parle-t-on ? Positionnement politique général (Logements vides, ça suffit !)

Première partie :

1/ Etat de la vacance sur le Plateau de Millevaches (chiffres, %, importance, types de vacance, etc.)

2/ Comment repérer la vacance ? (Recensement, cadastre, SPANC, Atelier de géographie populaire, enquêtes de voisinage...)

Deuxième partie : Des procédures possibles pour récupérer l'usage de ces biens

1/ Les biens sans maître : Aspect technique et juridique / Témoignages

2/ La reconnaissance d'abandon manifeste : Aspect technique et juridique / Témoignages

3/ L'expropriation pour cause d'utilité publique : Aspect technique et juridique / Témoignages

4/ La procédure de récupération de terres agricoles en friche : Aspect technique et juridique / Témoignages

5/ L'occupation et le squat : Aspect technique et juridique / Témoignages vécus

Ressources locales et nationales (bibliographie, sites, lois, textes, adresses, contacts...).

D'AUTRES GROUPES...

SE SONT ÉGALEMENT RÉUNIS LORS DE LA SEMAINE DU 21 AU 25 JANVIER :

- LE GROUPE « AGRICULTURE »
- LE GROUPE « MIGRANTS »
- LE GROUPE « MÉDIAS DU PLATEAU » (RADIO VASSIVIÈRE, TÉLÉ MILLEVACHES ET IPNS)

Quelles sont les prochaines étapes ?

Programme indicatif et sujet à modification...

